



## ***Journée Internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes :*** **LA FSU MOBILISÉE POUR EXIGER DES MOYENS AMBITIEUX**

Selon l'ONU, plus d'une femme sur trois dans le monde subit des violences physiques et/ou sexuelles dans sa vie. 243 millions de jeunes filles et de femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des violences sexuelles et/ou physiques de la part d'un partenaire intime. Elles sont 200 millions à subir des mutilations génitales et 650 millions à être mariées de force avant leur majorité. La violence contre les femmes et les filles constitue une violation des droits humains les plus répandues et l'un des plus grands risques de mortalité pour elles.

Depuis le début de l'épidémie de COVID-19, les rapports ont révélé que les violences à l'égard des femmes et des filles se sont intensifiées. De plus, les mesures de confinement ont pour conséquence de réduire leurs ressources entravant la possibilité de quitter le foyer. Malgré ce constat, le gouvernement a pour projet de mettre en concurrence le dispositif 3919 mettant à mal 40 années d'expérience reconnue dans ce domaine. La FSU demande un renforcement des moyens dédiés à ce dispositif.

En France, les chiffres témoignant du niveau de ces violences sont alarmants. Alors que 150 féminicides ont été commis l'an passé, chaque année ce sont 225 000 femmes qui sont victimes de violences physiques et/ou sexuelles venant d'un conjoint ou d'un ex-conjoint, 94 000 femmes victimes de viol ou de tentative de viol. Huit femmes sur dix disent avoir été victimes, au moins une fois dans leur vie, d'atteinte ou d'agression sexuelle. Ce haut niveau de violences s'exerce dans toutes les sphères de la société, y compris la sphère professionnelle, ce qui nous oblige à renforcer nos actions et notre mobilisation pour contribuer à les éliminer.

La FSU demande un 1 milliard pour renforcer le budget Droits des femmes afin de flécher des moyens humains et financiers pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles. Dans le parcours des femmes victimes de violence, deux administrations sont régulièrement pointées comme minimisant les faits. La FSU demande des moyens humains et un plan de formation solide pour former les agent-es de police et de justice.

La FSU a œuvré pour obtenir des engagements dans la fonction publique afin que la lutte contre les violences sexistes et sexuelles devienne un axe d'actions des ministères. Des mesures se concrétisent dans les plans d'action égalité Femmes/Hommes mais leur déploiement à destination de toutes les agentes n'est pas à la hauteur des enjeux faute d'engagement financier suffisant. Pour la FSU, il faut dépasser les discours et engager un plan d'investissement ambitieux dans la Fonction publique. L'éducation à l'égalité dès le plus jeune âge étant un outil majeur pour prévenir les violences sexistes et sexuelles, elle exige aussi un plan de lutte contre les stéréotypes dans les établissements scolaires.

Si cette journée internationale permet de faire un état des lieux et de rendre visible les violences, elle permet aussi d'organiser des mobilisations partout dans le monde. La solidarité internationale pour les femmes et les peuples qui luttent pour l'émancipation des filles et des femmes est un levier important pour les victoires obtenues et à venir. À cet égard, la victoire récente des femmes polonaises pour leur droit à l'IVG démontre que l'engagement féministe constitue un moteur indéniable de progrès social. La FSU soutient le projet de loi en France pour augmenter le délai légal d'accès à l'IVG. Faire avancer l'égalité et les droits des femmes permet de faire progresser la société entière.

L'an dernier, les mobilisations du 25 novembre avaient rassemblé plus de 150 000 manifestant-es. Forte de cet élan, pour exiger du gouvernement qu'il prenne enfin les mesures à la hauteur des enjeux, la FSU appelle à participer aux mobilisations prévues le 25 novembre prochain à l'appel d'organisations syndicales, féministes et politiques. Le 25 novembre, la FSU diffusera une conférence de Muriel Salmona, psychiatre, présidente de l'association « Mémoire Traumatique et victimologie » et participera aux rassemblements organisés dans les villes. Ces mobilisations constituent une étape indispensable dans la construction d'une société plus égalitaire, plus juste et plus démocratique.

Les Lilas, le 23 novembre 2020

